



## Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Florence BRAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Max LEVITA, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Anne RIMBERT, Mikel SEBLIN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

## **Animation du territoire - Complexe sportif Yves-du-Manoir - GGL Stadium - Occupation temporaire du domaine public - Convention de mise à disposition au Montpellier Hérault Rugby - Avenant relatif aux espaces mis à disposition - Autorisation**

Monsieur Christian ASSAF, Vice-Président, rapporte :

Conformément à la délibération n° 4846 du 18 septembre 2002 définissant l'intérêt communautaire, devenu métropolitain au 1<sup>er</sup> janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole soutient le sport de haut niveau au plan national ou international.

Le Montpellier Hérault Rugby, vice-champion de France 2017-2018, évolue au plus haut niveau du championnat de France, le Top 14, et dispute l'ensemble de ses rencontres à domicile au GGL Stadium, terrain d'honneur du complexe sportif Yves-du-Manoir qui est la propriété pleine et entière de Montpellier Méditerranée Métropole.

La présence d'une équipe de haut niveau comme le Montpellier Hérault Rugby répond aux attentes d'un très large public et offre à Montpellier Méditerranée Métropole un rayonnement national et européen.

C'est dans ce cadre que Montpellier Méditerranée Métropole fait bénéficier, à chaque saison sportive, la société du Montpellier Rugby Club d'espaces, définis par convention au sein des installations du complexe sportif Yves-du-Manoir dont elle est propriétaire.

Cette convention prévoit notamment la mise à disposition temporaire du terrain d'honneur du complexe sportif – le GGL Stadium – ainsi que certains espaces situés sur les abords de l'aire de jeu et au sein des bâtiments du stade, afin de permettre au club d'assurer l'organisation de l'ensemble des rencontres de l'équipe professionnelle du Montpellier Hérault Rugby.

Dans le cadre de cette occupation du stade, les jours de matchs, la société Montpellier Rugby Club est autorisée à faire apposer des panneaux publicitaires sur des espaces limitativement déterminé par la convention, et dans le respect d'un certain nombre de prescriptions.

Suite aux mesures gouvernementales prises dans le cadre de la lutte contre la propagation du virus Covid-19, les rencontres de la saison 2020-2021 du championnat de France – Top 14 – de rugby se tiennent à huis clos.

En l'absence de public *in stadia*, le Montpellier Rugby Club souhaite proposer à ses partenaires de nouveaux espaces de visibilité, face caméras, sur les tribunes du bâtiment Ellis Park afin de compenser les pertes de visibilité engendrées par l'absence de public dans l'équipement.

Dans ce contexte, il est proposé de modifier la convention d'autorisation d'occupation du domaine public du stade et d'élargir la liste des espaces de visibilité pour lesquels les partenariats publicitaires sont autorisés.

Cette autorisation sera valable uniquement lors des matchs organisés à huis clos pour les raisons sanitaires liées à l'épidémie de Covid-19.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- d'approuver l'avenant relatif à la convention de mise à disposition du GGL Stadium du complexe sportif Yves-du-Manoir ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 3 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

M. Mohed ALTRAD, M. Serge GUISEPPIN.

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-150034-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- AOT SASP MRC 2018-2021 - Avenant n° 2.docx

- Annexe 3 huis clos.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.